

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix-Travail-Patrie

REGION DU CENTRE

DEPARTEMENT DE LA MEFOU ET AKONO

PREFECTURE DE NGOUMOU

SERVICE DES AFFAIRES ECONOMIQUES
ET FINANCIERES

COMMISSION DEPARTEMENTALE DE
PASSATION DES MARCHES PUBLICS



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace-Work-Fatherland

CENTRE REGION

MEFOU AND AKONO DIVISION

NGOUMOU DIVISIONAL OFFICE

ECONOMIC AND FINANCIAL
AFFAIRS SERVICE

DIVISIONAL TENDERS BOARD OF
PUBLIC CONTRACTS

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT

**EN PROCEDURE D'URGENCE N°001/AONO/J12/SAEF/CDPM/2026 DU 16/06/2026 POUR
LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE L'INSPECTION D'ARRONDISSEMENT DE
L'EDUCATION DE BASE (IAEB) DE MBANKOMO, DEPARTEMENT DE LA MEFOU ET
AKONO, REGION DU CENTRE**

Financement : BUDGET D'INVESTISSEMENT PUBLIC - Exercice 2026, MINEDUB.

1- OBJET DE L'APPEL D'OFFRES

Dans le cadre de l'exécution des projets d'investissement public, le **Préfet du Département de la Mefou et Akono**, Maître d'Ouvrage Délégué et Autorité Contractante, lance un Appel d'Offres National Ouvert en procédure d'urgence, pour les **travaux de construction de l'Inspection d'Arrondissement de l'Education de Base (IAEB) de Mbankomo, Département de la Mefou et Akono, Région du Centre.**

Lot	Localité	Arrondissement	Montants prévisionnels (F CFA TTC)	Autorisation de dépense
1	MBANKOMO	MBANKOMO	30.000.000	UB01790

2- CONSISTANCE DES TRAVAUX

Les travaux à réaliser portent sur :

- ◆ Travaux préparatoires ;
- ◆ Terrassements ;
- ◆ Fondations ;
- ◆ Maçonneries - Elévation ;
- ◆ Charpente - couverture ;
- ◆ Menuiserie métallique ;
- ◆ Menuiserie bois ;
- ◆ Menuiserie Alu ;
- ◆ Plomberie sanitaire ;
- ◆ Electricité ;
- ◆ Revêtement – peinture - vitrerie ;
- ◆ VRD.

3- DELAI D'EXECUTION

Le délai prévisionnel d'exécution des travaux est de **trois (03) mois**, incluant toutes les contraintes éventuelles liées à l'enclavement, aux contraintes particulières du site, aux conditions climatiques et aux moyens d'accès sur place. Le délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les travaux.

Il revient au Cocontractant de proposer dans son offre un calendrier d'exécution entrant dans le délai sus-indiqué.

4- ALLOTISSEMENT

Les travaux objet du présent appel d'offres s'exécutent en lot unique.

5- COUT PREVISIONNEL

Les coûts prévisionnels des opérations à l'issue des études préalables sont respectivement de **30 000 000 (TRENTE MILLIONS) FRANCS CFA**.

6- PARTICIPATION ET ORIGINE

La participation au présent Appel d'Offres, est ouverte à égalité de conditions, aux Entreprises de droit camerounais. Toutefois, la priorité sera accordée aux Entreprises justifiant des capacités techniques et financières pour la réalisation des travaux, objets du présent Appel d'Offres.

7- FINANCEMENT

Les travaux objet du présent Appel d'Offres sont financés par le Budget d'Investissement Public de la République du Cameroun, Exercice 2026, MINEDUB.

8- CAUTION DE SOUMISSION

Toutes les offres devront être accompagnées d'une caution de soumission d'un montant de 1% du montant prévisionnel, soit **trois cent mille (300 000) francs CFA** délivrée par un établissement bancaire de 1^{er} ordre ou une compagnie d'assurances agréée par le Ministère en charge des Finances.

9- CONSULTATION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Le Dossier d'Appel d'offres peut être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> et sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm). La version physique du dossier d'appel d'offres peut être consulté à la Structure Interne de Gestion Administrative des Marché Publics placée auprès du Préfet du Département de la Méfou et Akono (Service des Affaires Economiques et Financières) dès publication du présent avis.

10- ACQUISITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

La version physique du Dossier d'Appel d'Offres peut être obtenue à la Structure Interne de Gestion Administrative des Marché Publics placée auprès du Préfet du Département de la Méfou et Akono (Service des Affaires Economiques et Financières) dès publication du présent avis, contre versement d'une somme non remboursable de : **trente mille (30 000) francs FCFA** auprès du Receveur des Finances de Ngoumou.

La version électronique du Dossier d'Appel d'Offres peut être également obtenue par téléchargement gratuit aux adresses sus indiquées. Toutefois, la soumission se fait par voie électronique et, est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO à la Recette des finances de Ngoumou.

11- REMISE DES OFFRES

Pour la soumission en ligne, les offres devront être transmises par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS et à la Structure Interne de Gestion Administrative des Marché Publics placée auprès du Préfet du Département de la Méfou et Akono au plus tard le **14/07/2026 à 12 heures**.

Par ailleurs, une copie de sauvegarde des offres enregistrée sur clé USB ou CD/DVD, devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde » et les références de l'appel d'offres dans les délais impartis.

Les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5MO pour le Dossier Administratif ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

12- RECEVABILITE DES OFFRES

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être placées dans une clé USB ou CD/DVD sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde » et les références de l'appel d'offres dans les délais impartis Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- Les plis portant les indications sur l'identité du soumissionnaire ;
- Les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;

Les plis non-conformes au mode de soumission.

- Les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

Chaque soumissionnaire devra joindre à ses pièces administratives requises, une caution de soumission d'un montant de 1% du montant prévisionnel, soit **trois cent mille (300 000) francs CFA** délivrée par une banque de premier ordre ou une compagnie d'assurances agréée par le Ministère en charge des Finances.

La caution devra rester valable **trente (30) jours** après la date d'expiration de la validité des offres.

Sous peine de rejet, les pièces administratives requises, dont la caution de soumission, devront être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées par l'Autorité compétente des administrations concernées. Elles devront obligatoirement dater de moins de trois (03) mois.

Les offres parvenues après les date et heure limites de dépôt ne seront pas recevables.

Toute offre non conforme aux prescriptions des présents avis et Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable.

13- OUVERTURE DES OFFRES

L'ouverture des offres se fera en un temps à la salle de la réunion de la préfecture de la Mefou et Akono, le **14/07/2026 à 13 h 00 min** précises, par la Commission Départementale de Passation des Marchés de la Mefou et Akono, en présence des soumissionnaires ou de leurs représentants dûment mandatés et ayant une parfaite connaissance de la soumission dont ils ont la charge.

14- CRITERES D'EVALUATION DES OFFRES

A. Critères éliminatoires :

a) Offre Administrative

- ✓ Pièce falsifiée ou non authentique ;
- ✓ Absence de Caution de soumission timbrée au tarif en vigueur accompagné du récépissé de consignation de ladite caution à l'ouverture des offres ;
- ✓ Absence ou Non-conformité de l'une des pièces du dossier administratif, à l'exception de la Caution de soumission et/ou du récépissé de consignation de ladite caution, après le délai de 48 heures règlementaires ;
- ✓ Absence de la charte d'intégrité datée et signée et à l'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;
- ✓ Absence de la décision de catégorisation de l'entreprise ou de l'attestation de catégorisation de l'entreprise.

b) Dossier Technique:

- ✓ N'avoir pas obtenu au moins un total de **06 critères** sur l'ensemble des **08 critères essentiels** soit **75%** ;

c) Dossier financier:

- ✓ Absence de l'une des pièces énumérées dans le présent RPCE (volume 3) ;
- ✓ Omission du prix d'une tâche quantifiée dans le bordereau des prix unitaires ou dans le devis estimatif ;

- ✓ Absence d'un sous-détail des prix unitaires dans le BPU ou le DQE ;

N.B : les copies certifiées des pièces légalisées devront être datées de moins de trois (03) mois.

B. Critères essentiels des offres techniques :

L'évaluation des offres techniques sera faite sur 08 critères sur la base des critères essentiels ci-dessous :

- a) visite de site (02 critères) ;
- b) Compréhension du projet (06 critères).

15- ATTRIBUTION ET SIGNATURE DU MARCHÉ

Le Marché sera attribué au soumissionnaire dont l'offre:

- 1- administrative sera jugée conforme ;
- 2- technique sera jugée conforme et aura reçu un pourcentage de « oui » supérieur ou égal à 75 % soit 06/08;
- 3- financière après corrections conformément aux dispositions du RPAO des sous détails des prix unitaires, du bordereau des prix unitaires et du devis estimatif, sera jugée conforme aux dispositions du CCTP et classée la moins disante.

A l'issue de l'examen des offres, de la proposition du choix des attributaires par la Commission Départementale de Passation des Marchés et du choix définitif du Prestataire par l'Autorité Contractante, le Marché est signé par l'Autorité Contractante et notifié à l'entrepreneur par le Chef Service du Marché.

16- DUREE DE VALIDITE DES OFFRES

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant **quatre-vingt-dix (90) jours** à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

17- ADDITIF

L'Autorité Contractante se réserve le droit en cas de nécessité d'apporter toute autre modification ultérieure au présent Dossier d'Appel d'Offres.

18- RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables auprès du Maître d'Ouvrage Délégué - Service des Affaires Economiques et Financières aux numéros : 698.66.55.61 ou 674.92.02.36 ou de la Délégation Départementale des Travaux Publics de la Mefou et Akono au numéro de téléphone : 699 04 02 68.

Ngoumou, le 16/06/2026

Copies :

- ✓ ARMP (pour insertion au JDM) ;
- ✓ DD/MINMAP/MAK ;
- ✓ Pdt/CDPM-MAK ;
- ✓ Affichage ;
- ✓ Chrono/archives.



REPUBLIQUE DU CAMEROUN
 Paix-Travail-Patrie

REGION DU CENTRE

DEPARTEMENT DE LA MEFOU ET AKONO

PREFECTURE DE NGOUMOU

SERVICE DES AFFAIRES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

COMMISSION DEPARTEMENTALE DE PASSATION DES MARCHES PUBLICS



REPUBLIC OF CAMEROON
 Peace-Work-Fatherland

CENTRE REGION

MEFOU AND AKONO DIVISION

NGOUMOU DIVISIONAL OFFICE

ECONOMIC AND FINANCIAL AFFAIRS SERVICE

DIVISIONAL TENDERS BOARD OF PUBLIC CONTRACTS

OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER
IN EMERGENCY PROCEDURE N°001/ONIT/J12/EFAS/DTBPC/2026
OF 16/06/2026 FOR CONSTRUCTION WORKS OF SUBDIVISION INSPECTION OF BASIC EDUCATION (SIBE) OF MBANKOMO, MEFOU AND AKONO DIVISION, CENTRAL REGION

FINANCING: Public Investment Budget - financial year 2026, MINESEC.

1. SUBJECT OF THE INVITATION TO TENDER :

As part of the execution of public investment projects, the Senior Divisional Officer of Mefou and Akono, Project Owner Deputy and Contracting Authority, launches an Open National Invitation to Tender in emergency procedure, for the construction works of Subdivision Inspection of Basic Education of Akono, Mefou and Akono Divison, Center Region.

Lot number	Locality	Sub Division	Estimated amount (FCFA TTC)	Imputation
Unit	MBANKOMO	MBANKOMO	30,000,000	UB01790

2- CONSISTENCY OF THE WORK

The work to be carried out relates to:

- a- Preparatory work;
- b. Earthworks;
- c. Foundation;
- d. Masonry - Elevation;
- e. Framework – coverage;
- f. Metal carpentry;
- g. Wood carpentry;
- h; Sanitary Plumbing;
- i- Electricity;
- j. Coating – painting - glazing ;
- k. VRD.

3- EXECUTION DEADLINE

The estimated timeframe for the execution of the work is **three (03) months**, including all possible constraints related to isolation, the specific constraints of the site, climatic conditions and means of access on site. The period begins on the date of notification of the service order to start work. It is up to the Co-contractor to propose in its offer an execution schedule within the aforementioned period.

4- ALLOTMENT

The work covered by this call for tenders is carried out in a single batch.

5- ESTIMATED COST

The estimated cost of the operation following the preliminary studies is **30,000,000 (THIRTY MILLION) CFA FRANC.**

6- PARTICIPATION AND ORIGIN

Participation in this Invitation to Tender is open, on equal terms, to companies operating under Cameroonian law. However, priority will be given to companies that can prove technical and financial capacities for the execution of the works subject to this Invitation to Tender.

7- FUNDING

The works subject to this Invitation to Tender are funded by the Public Investment Budget of the Republic of Cameroon, 2026 Financial Year, MINEDUB.

8- BID BOND

All bids must be accompanied by a bid bond amounting to 1% of the estimated cost, i.e., three hundred thousand (300,000) CFA francs, issued by a first-rate banking institution or an insurance company approved by the Ministry in charge of Finance.

9- CONSULTATION OF THE TENDER FILE

The Tender File can be consulted online on the COLEPS platform at the addresses <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>, as well as on the ARMP website (www.armp.cm). The physical version of the tender file can be consulted at the Internal Structure for the Administrative Management of Public Contracts placed under the Senior Divisional Officer for the Mefou and Akono Division (Economic and Financial Affairs Service) upon publication of this notice.

10- ACQUISITION OF THE TENDER FILE

The physical version of the Tender File can be obtained from the Internal Structure for the Administrative Management of Public Contracts placed under the Senior Divisional Officer for the Mefou and Akono Division (Economic and Financial Affairs Service) upon publication of this notice, against payment of a non-refundable sum of: thirty thousand (30,000) CFA francs to the Finance Receiver of Ngoumou.

The electronic version of the Tender File can also be obtained by free download at the addresses indicated above. However, submission is done electronically and is subject to the payment of the Tender File purchase fees at the Finance Revenue Office of Ngoumou.

11- SUBMISSION OF BIDS

For online submission, bids must be transmitted by the bidder on the COLEPS platform no later than **14/07/2026 at 12 noon**, to the Internal Structure for the Administrative Management of Public Contracts placed under the Senior Divisional Officer for the Mefou and Akono Division. Furthermore, a backup copy of the bids recorded on a USB flash drive or CD/DVD must be transmitted in a sealed envelope clearly and legibly marked "backup copy" and bearing the references of the invitation to tender within the prompt deadlines.

The maximum sizes of the documents to be transmitted through the platform and constituting the bidder's offer are as follows:

- 5 MB for the Administrative File;
- 15 MB for the Technical Offer;
- 5 MB for the Financial Offer.

The accepted formats are as follows:

- PDF format for textual documents;
- JPEG for images.

The candidate shall ensure the use of compression software to potentially reduce the size of the files to be transmitted.

12- ADMISSIBILITY OF BIDS

The administrative documents, the technical offer, and the financial offer must be placed on a USB flash drive or CD/DVD in a sealed envelope clearly and legibly marked "backup copy" and bearing the references of the invitation to tender within the prompt deadlines.

The Contracting Authority shall declare inadmissible:

- Envelopes bearing indications on the identity of the bidder;
- Envelopes received after the deadline for submission;
- Envelopes non-compliant with the submission method;
- Envelopes without any indication of the identity of the Invitation to Tender;

Any incomplete bid in accordance with the prescriptions of the Tender File shall be declared inadmissible. Notably, the absence of the bid bond issued by a financial organization or institution approved by the Minister in charge of Finance to issue bonds in the field of public contracts, or non-compliance with the document models in the Tender File, shall result in the outright rejection of the bid without any recourse. A bid bond produced but unrelated to the consultation concerned shall be considered absent. A bid bond presented by a bidder during the bid opening session is inadmissible.

Each bidder must attach to their required administrative documents a bid bond amounting to 1% of the estimated cost, i.e., three hundred thousand (300,000) CFA francs, issued by a first-rate bank or an insurance company approved by the Ministry in charge of Finance.

The bond must remain valid for thirty (30) days beyond the expiry date of the validity of the bids.

Under pain of rejection, the required administrative documents, including the bid bond, must imperatively be produced in originals or certified true copies by the competent authority of the administrations concerned. They must strictly be less than three (03) months old.

Bids received after the deadline for submission will not be admissible.

Any bid non-compliant with the specifications of this notice and Tender File shall be declared inadmissible.

13- OPENING OF BIDS

The opening of bids will take place in a single session at the meeting room of the Mefou and Akono Prefecture on **14/07/2026 at exactly 1:00 p.m.**, by the Mefou and Akono Divisional Tenders Board, in the presence of the bidders or their duly mandated representatives who have a perfect knowledge of the bid under their responsibility.

14- BID EVALUATION CRITERIA

A. Eliminary Criteria:

a) Administrative Offer

- Falsified or non-authentic document;
- Absence of a Bid Bond stamped at the current rate, accompanied by the certificate of deposit of the said bond at the opening of bids;
- Absence or Non-compliance of one of the documents in the administrative file, except for the Bid Bond and/or the certificate of deposit of the said bond, after the regulatory 48-hour deadline;
- Absence of the dated and signed integrity charter and commitment to environmental and social clauses;
- Absence of the company's categorization decision or the company's categorization certificate.

b) Technical File:

- Failure to obtain at least a total of 06 criteria out of all 08 essential criteria, i.e., 75%;

c) Financial File:

- Absence of one of the documents listed in this RPCE (volume 3);
- Omission of the price of a quantified task in the unit price schedule or the detailed estimate;
- Absence of a sub-detail of unit prices in the BPU (Unit Price Schedule) or the DQE (Detailed Estimate);

N.B: Certified true copies of legalized documents must be less than three (03) months old.

B. Essential Criteria of Technical Offers:

The evaluation of technical offers will be based on 08 criteria using the essential criteria below:

- a) Site visit (02 criteria);
- b) Project understanding (06 criteria).

15- AWARD AND SIGNATURE OF THE CONTRACT

The Contract will be awarded to the bidder whose bid:

- 1. Administrative offer is deemed compliant;
- 2. Technical offer is deemed compliant and has received a percentage of "yes" greater than or equal to 75%, i.e., 06/08;
- 3. Financial offer, after corrections in accordance with the provisions of the RPAO regarding the sub-details of unit prices, the unit price schedule, and the detailed estimate, is deemed compliant with the provisions of the CCTP and ranked the lowest bidder.

Following the examination of bids, the proposal of choice of successful bidders by the Divisional Tenders Board, and the final choice of the Provider by the Contracting Authority, the Contract is signed by the Contracting Authority and notified to the entrepreneur by the Head of the Contracts Service.

16- VALIDITY PERIOD OF BIDS

Bidders remain committed to their bids for ninety (90) days from the deadline set for the submission of bids.

17- ADDENDUM

The Contracting Authority reserves the right, if necessary, to make any subsequent modification to this Tender File.

18- COMPLEMENTARY INFORMATION

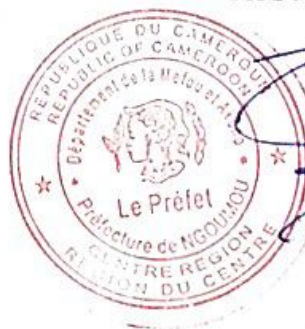
Complementary information can be obtained during working hours from the Delegated Contracting Authority - Economic and Financial Affairs Service at the numbers: 698.66.55.61 or 674.92.02.36, or from the Mefou and Akono Divisional Delegation of Public Works at the telephone number: 699 04 02 68.

Ngoumou, on the 16/06/2026

**THE SENIOR DIVISIONAL OFFICER FOR
THE MEFOU AND AKONO DIVISION**

Copies:

- ARMP (for insertion in the JDM);
- DD/MINMAP/MAK;
- Pdt/CDPM-MAK;
- Notice Board;



(Contracting Authority)

*Mme Sophie Mote Adeline Claude
François Eke Tchomgouo Nyalli
Administrateur Civil Principal*